



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## Vols de matériels dans les exploitations agricoles

Question écrite n° 10237

### Texte de la question

M. Yannick Favennec-Bécot attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sur la vulnérabilité des exploitations agricoles face aux vols de matériels. Ces équipements, de plus en plus sophistiqués, comme les GPS et les consoles de guidage, permettent aux agriculteurs un gain de temps considérable et un meilleur rendement agricole. En effet, force est de constater que les exploitations agricoles en zones rurales font face à une recrudescence de ces vols de toute nature et en Mayenne plus particulièrement, ils se multiplient de manière alarmante, malgré d'importants dispositifs déployés par la gendarmerie pour sécuriser les exploitations agricoles. Avec un prix moyen avoisinant parfois 10 000 euros pour les matériels les plus sophistiqués, ces vols d'équipements occasionnent des pertes financières considérables chez ceux qui en sont victimes et entravent le bon fonctionnement des exploitations agricoles. Par ailleurs, au-delà du préjudice économique, les agriculteurs concernés subissent des répercussions psychologiques importantes et nombre d'entre eux vivent désormais dans un climat d'angoisse quotidien. Face à ce phénomène d'ampleur, de nombreux médias régionaux témoignent de l'exaspération des agriculteurs et de leur sentiment d'impuissance. Par conséquent, il lui demande de bien vouloir lui indiquer ce qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation préoccupante.

### Données clés

**Auteur :** [M. Yannick Favennec-Bécot](#)

**Circonscription :** Mayenne (3<sup>e</sup> circonscription) - Horizons et apparentés

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 10237

**Rubrique :** Sécurité des biens et des personnes

**Ministère interrogé :** Agriculture et souveraineté alimentaire

**Ministère attributaire :** [Intérieur et outre-mer](#)

### Date(s) clé(s)

**Date de signalement :** Question signalée au Gouvernement le 12 février 2024

**Question publiée au JO le :** [18 juillet 2023](#), page 6673

**Question retirée le :** 11 juin 2024 (Fin de mandat)